

**Lutter et résister dans les centres
d'hébergement et les camps
d'internement français : l'exemple des
femmes espagnoles anarchistes
(1939-1942)**

Maëlle Maugendre

automne 2017

Table des matières

Les centres d'hébergement : la subversion du quotidien	5
Des espaces disparates	5
Repenser les modes de contestation féminine	7
Les camps d'internement : résister derrière les barbelés	10
Le large prisme de la suspicion féminine	11
Discuter, s'instruire, se révolter : les multiples postures de résistance des femmes anarchistes dans les camps	13

Qu'advient-il des femmes lors de la Retirada ? Elles sont entre 75 000 et 95 000 à se réfugier en France en janvier et février 1939. Parmi ces milliers de femmes se trouvent des anarchistes dont il est difficile de quantifier le nombre, du fait de la surveillance moindre dont elles font l'objet par les autorités françaises. Aux prises avec des stéréotypes de genre qui les confinent dans des registres d'actions apolitiques, les réfugiées ne retiennent pas l'attention de leurs encadrants. Il est donc complexe de retracer leur vécu sur le sol français, plus encore lors des premiers mois et des premières années de leur exil, alors même qu'elles subissent, comme des milliers de compatriotes du même sexe, une prise en charge étatique au sein des centres d'hébergement et des camps d'internement. Pour autant, ces espaces coercitifs n'altèrent en rien leurs idées et leurs positionnements politiques. Mais, contraintes dans leurs faits et gestes, les femmes anarchistes militent alors selon de nouvelles modalités que l'usage de l'archive orale permet de mettre au jour.

Et là, on part à l'aventure. Bon c'est moche de le dire, mais vu mon âge, il y avait un côté que ça me plaisait ! On est parti avec mon père, ma mère, Pilar et d'autres familles. On est parti et on a marché pendant 2 jours. Comme il y avait l'aviation qui bombardait les gens, et bien pendant deux jours, on marchait la nuit et on se cachait dans la journée et au bout de 2 jours, on est arrivés au Perthus. C'était le 31 janvier. Deux jours de marche ça fait beaucoup. Et puis on a tout perdu, le peu qu'on avait pris à la maison. À mesure qu'on était fatigués, on laissait des paquets donc on est arrivés au Perthus les mains aux poches, on n'avait rien. On avait pris une valise mais comme c'était la nuit, on s'est trompés. Quand il a fait jour on a pris la valise à quelqu'un d'autre ! On est vraiment rentrés en France sans rien¹.

Sans rien sur le plan matériel, c'est certain, mais les idéaux, les réfugiés et réfugiées qui depuis l'Espagne traversent la frontière française au début de l'année 1939, les ont chevillés au corps. Persuadés que cet exode ne durera qu'un temps, les Espagnols projettent un retour prochain et victorieux dans leur pays, et ne renient en rien les positions politiques qui sont les leurs et qui dessinent un large prisme de l'engagement militant en Espagne pendant et avant la guerre. Cependant, la prise en charge coercitive des réfugiés par le gouvernement français d'Edouard Daladier met à mal les diverses organisations politiques et les militants se retrouvent éparpillés sur le sol français sans possibilité de se réorganiser rapidement. L'entrée en guerre de la France vient compliquer encore la situation de ces femmes et de ces hommes, et ce pour plusieurs années. Il s'avère donc complexe de retracer l'engagement politique des réfugiés lors des premières années de ce qui deviendra pour beaucoup un exil de longue durée. Qui plus est lorsque ces militants sont des femmes.

Bien que l'engagement féminin auprès des syndicats ou des organisations politiques avant et pendant le conflit espagnol ne soit plus à démontrer, les préjugés de genre sont tenaces et confinent les femmes dans un registre d'actions apolitiques². Les Espagnoles ne sont pas les premières à se confronter à ces représentations stéréotypées. Les femmes

1. Témoignage de Rosa Laviña (entretien réalisé en 2009 par Maëlle Maugendre) : militante anarchiste, née à Palafrugell (Catalogne) en 1918, Rosa s'implique durant sa jeunesse à la FIJL (Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires), à SIA (Solidarité Internationale Antifasciste) et à la CNT (Confédération Nationale du Travail). Réfugiée en France, elle est hébergée dans un centre à Brûlon en Sarthe, puis se fait interner au camp d'Argelès, avant d'en sortir pour travailler. Après 1945, elle poursuit ses activités militantes depuis Toulouse au sein du mouvement anarchiste espagnol en exil.

2. À propos de l'engagement féminin, voir l'exemple des Mujeres Libres, cf. Martha Ackelsberg, « La vie sera mille fois plus belle » : les mujeres libres, les anarchistes espagnols et l'émancipation des femmes, Lyon, Atelier de création libertaire, 2010.

de la Commune de Paris par exemple voient leur engagement politique renié ou bien réprouvé³. Car lorsque le militantisme féminin est reconnu, c'est pour mieux être critiqué, comme symbole d'une déviance morale certaine. Dès lors, les femmes sont la plupart du temps confinées dans un registre victimaire, et c'est notamment le cas pour les réfugiées espagnoles qui arrivent à la frontière française à l'aube de l'année 1939. Or, ces représentations caricaturales diffusées entre autres par la presse et les actualités cinématographiques de l'époque ne sont pas sans incidence sur le devenir de ces femmes. L'accueil qui est proposé aux réfugiés espagnols des deux sexes lors de leur entrée sur le sol français se révèle de fait genré. C'est-à-dire qu'il s'appuie sur des images sociales stéréotypées déterminant leur degré supposé de dangerosité. Les hommes en âge de porter les armes (qu'ils soient soldats ou non) sont envoyés dans les camps de concentration, parce qu'ils sont considérés comme dangereux, alors que les femmes, les enfants et les blessés sont envoyés dans les centres d'hébergement car c'est une population fragile et éprouvée. Toutefois, bien que les centres d'hébergement soient censés proposer un accueil plus « humanitaire » que celui des camps, ces deux types d'espaces doivent être considérés comme les deux faces d'une même politique gouvernementale, qui a pour objectif d'encadrer, de garder sous contrôle les réfugiés espagnols des deux sexes, et ce pendant plusieurs mois ou plusieurs années.

« Victimes » ou « déviantes » par le corps et par l'esprit, les femmes se voient donc assigner en exil des identités réifiées déconnectées de leur réalité sociale et historique aux multiples facettes. Comme le dit l'historienne Michelle Perrot : « Constamment interpellées, exhortées par les autorités morales et religieuses, les femmes sont la cible d'un discours normatif qui, en insistant sur ce qu'elles devraient être, contribue à les masquer »⁴. Au sein des événements comme dans l'écriture qui est faite de ces derniers, les femmes n'obtiennent pas le statut de protagonistes. Le caractère masculin des sources induit un défaut d'enregistrement primaire des mots et des actions des femmes. « Les matériaux qu'utilisent les historiens sont le produit d'hommes qui ont le monopole de l'écrit comme de la chose publique »⁵. Figures subalternes de l'histoire, minorées dans les sources, subordonnées dans les faits, les femmes ont un vécu difficilement perceptible si l'on se limite aux archives publiques. D'où l'utilité de se pencher sur des fonds d'archives privées et des sources orales, afin de remettre en cause l'absence des femmes de la scène historique et de prendre en considération de nouveaux registres d'actions, restés jusqu'à lors dans l'ombre d'une écriture masculine de l'histoire.

Les anarchistes espagnoles n'échappent pas à cette invisibilisation, plus encore lors des premières années de leur exil sur le sol français, alors même qu'elles n'ont d'autres choix que d'être prises en charge par l'administration française. Entre 1939 et 1942, elles subissent le même traitement que leurs compagnes réfugiées et doivent pour la plupart subir l'encadrement étatique coercitif et genré imposé par la République puis par le régime de Vichy. Elles sont dans un premier temps conduites dans des centres d'hébergement, puis, si elles ne peuvent être prises en charge par des proches ou si elles refusent le rapatriement en Espagne, elles sont alors internées dans des camps. Dans la mesure où – pour la plupart d'entre elles – leur engagement politique est nié par les autorités, elles ne font pas l'objet d'une surveillance poussée et il est d'autant plus difficile de retrouver des traces de leur présence et de leurs activités sur le sol français, même au sein des centres ou des camps. Des listes nominatives de femmes hébergées ou inter-

3. Voir notamment à ce sujet l'article de Fanny Bugnon, « À propos de quelques figures de la violence politique féminine sous la Troisième République », Frédéric Chauvaud et Gilles Malandain (dir.), *Impossibles victimes, impossibles coupables. Les femmes devant la justice (XIXe-XXe siècles)*, Rennes, PUR, 2009.

4. Michelle Perrot (dir.), *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, Paris, Éditions Rivages, 1984.

5. Michelle Perrot, *Les femmes ou les silences de l'Histoire*, Paris, Flammarion, 1998, p. 153.

nées sont parfois conservées aux archives départementales ou nationales, mais il n'est jamais précisé sur ces documents administratifs leur filiation politique ou syndicale. Toutefois, en recueillant divers témoignages, il est possible de retracer quelques trajectoires d'anarchistes qui mobilisent, même au sein de ces espaces contraignants, des répertoires d'actions qui font écho aux idées et aux pratiques libertaires.

Les centres d'hébergement : la subversion du quotidien

Parce que considérées comme moins dangereuses que leurs compagnons masculins, les femmes réfugiées sont indistinctement envoyées dans des centres d'hébergement répartis dans toute la France (à l'exception des zones frontalières et des environs de la capitale)⁶. Représentant entre 75 000 et 95 000 personnes selon les sources disponibles, les Espagnoles sont séparées des hommes dès le passage de la frontière au début de l'année 1939, sans ménagement, qu'importent leurs arguments pour rester groupés⁷. La « sécurité nationale » est en jeu, et le ministre de l'Intérieur Albert Sarraut défend une prise en charge genrée des réfugiés. Précédés de leur aura de « rouges sanguinaires », les hommes sont convoyés sous bonne escorte dans des camps de concentration qui ne sont pas encore montés sur les plages du Roussillon ou à l'intérieur des départements frontaliers. Les femmes quant à elles « bénéficient » d'une prise en charge plus humanitaire. Elles sont avant toute chose vues comme des victimes passives du conflit espagnol, et les enfants qui les accompagnent renforcent cette posture de martyrs. Toutefois, les considérations à l'égard des réfugiées ne sont pas unanimes, au sein de la population comme au gouvernement, ce qui explique la mise en place de ces centres d'hébergement, synonymes d'assignation à résidence. Reste que la surveillance y est moindre que dans les camps de concentration, et que l'on dispose donc de moins de matériaux pour déterminer avec précision les conditions de vie des femmes.

Des espaces disparates

Quelles sont ces structures d'accueil dans lesquelles les femmes sont conduites après leur passage de la frontière ? L'hétérogénéité des centres d'hébergement rend impossible toute tentative de définition de ces espaces de prise en charge. L'« Instruction générale sur l'hébergement des réfugiés espagnols » publiée en mai 1937 par Marx Dormoy, alors ministre de l'Intérieur introduit le principe des départements d'hébergement pour les réfugiés espagnols qui fuient temporairement les zones de combat. Ce sont les autorités préfectorales qui sont en charge de l'organisation de ces structures d'hébergement :

Il appartient aux Préfets [sic] des départements d'accueil d'assurer la répartition des réfugiés sur toute l'étendue de leurs départements respectifs. Ils

6. Selon divers documents d'archives consultés, il y aurait entre 77 et 79 départements de correspondance en 1939.

7. C'est ainsi que Rosa Laviña perdra son père et ne le reverra jamais avant son décès dans les rangs d'une Compagnie de Travailleurs Etrangers dans le Nord de la France : « Et mon père, avant de nous quitter, puisqu'on laissait passer que les femmes et les enfants, et mon père m'a dit : "écoute Rose, occupe-toi surtout de ta mère et de Pilar, ne les laisse pas, et demain matin, viens, demain matin, on ouvrira les portes de la frontière, on laissera passer tout le monde, donc demain matin, de bonne heure, sois ici, et quand ils vont laisser passer tout le monde, tu surveilles, puis bon on se retrouvera. Et puis après on se quittera plus". Malheureusement, moi le lendemain matin, j'ai fait comme ça, j'étais au pied de la frontière, je surveillais, et j'ai pas vu, j'ai pas vu mon père. Et l'après-midi, en début d'après-midi les gendarmes sont venus, ils nous ont pris [...] ». (Entretien réalisé en 2009 par Maëlle Maugendre).

doivent se préoccuper à cet effet, de recenser et de trouver des locaux qui seraient susceptibles de recevoir les réfugiés indigents, et d'envisager, temporairement au moins, les moyens propres à leur subsistance⁸.

Dès lors, différents lieux sont utilisés pour être transformés, pendant plusieurs semaines ou plusieurs années, en centres d'hébergement. Selon les disponibilités locales, mais aussi selon la posture politique de l'édile en charge de l'accueil. Bien que les femmes et les enfants soient la plupart du temps perçus comme une population inoffensive, il n'en reste pas moins que l'arrivée d'un contingent étranger sur un territoire rural suscite de nombreuses craintes et fantasmes, qui amènent certaines équipes municipales à refuser de recevoir des contingents de réfugiés, comme par exemple à Plaudren dans le Morbihan :

Mairie de Plaudren, le 27 mars 1939. Monsieur le Préfet du Morbihan. Après avoir demandé avis et renseignements le 26 mars 1939 avec plusieurs personnalités, j'ai l'honneur de vous aviser qu'il n'y a pas de locaux disponibles à Plaudren - ni même chez les particuliers de pièces pour recevoir des étrangers à la famille. C'est regrettable car les réfugiés sont bien à plaindre mais les habitants tiennent aussi à être chez eux et ils ont Raison [sic]. Le maire⁹.

D'autres localités mettent à disposition des espaces, mais qui sont loin de remplir les critères minimums de salubrité. Des anciennes casernes ou prisons sont ainsi réquisitionnées, ou bien de vastes hangars et des bâtiments industriels désaffectés. Inversement, des camps de vacances, des hôtels ou des salles des fêtes peuvent être utilisés, qui offrent de bien meilleures conditions de séjour. La vie des femmes, des enfants et des personnes âgées conduites de force dans ces espaces diverge donc du tout au tout selon le local utilisé. Mais aussi selon la politique de surveillance qui est déployée à leur encontre.

Certains centres d'hébergement ressemblent à s'y méprendre à des camps de concentration. Entourés de barbelés et de gardes mobiles, il n'est alors pas possible pour les femmes de circuler librement sur le territoire de la commune. C'est le cas à Grenoble où le centre d'hébergement héberge plus de 2000 réfugiés dans des conditions désastreuses. Inversement, certaines réfugiées témoignent d'une grande liberté de mouvement, n'étant en rien contraintes dans leur emploi du temps si ce n'est par l'obligation de rentrer manger et dormir au centre d'hébergement, comme dans certaines communes du Morbihan :

Règlement intérieur applicable aux Réfugiés espagnols séjournant dans les communes de Muzillac et Billiers. Article 1er : Les réfugiés sont hébergés dans l'Hôtel Celtic, appartenant à Monsieur Mauduit. Article 2 : Les réfugiés sont autorisés à circuler depuis 8 heures jusqu'à 18 heures, dans les Communes de Billiers et de Muzillac (à l'exception des quatre personnes de service). Depuis 18 heures jusqu'à 8 heures du matin, tous les réfugiés devront être à l'hôtel Celtic¹⁰.

Les femmes subissent donc une assignation à résidence, mais contrairement aux hommes dans les camps, pour la plupart d'entre elles, cette résidence ne se révèle pas surveillée. Elles ne font pas non plus l'objet de la campagne d'identification menée dans les camps par les inspecteurs de la Sûreté nationale qui se focalisent plutôt sur la population masculine.

8. Archives nationales, F7 15172 : « Instruction générale sur l'hébergement des réfugiés espagnols. Mai 1937. »

9. Archives départementales du Morbihan, 4M587.

10. Archives départementales du Morbihan, 4M577.

Les contingents féminins ne préoccupent pas les autorités françaises sur le plan de la sécurité intérieure, mais par contre, ils inquiètent les autorités sanitaires, qui voient dans les réfugiées de probables porteuses de maladies vénériennes et contagieuses. Le stigmat de la femme immorale a traversé les Pyrénées. Une mise en quarantaine est imposée dès leur arrivée puis une surveillance sanitaire régulière est instaurée, qui n'est pas forcément synonyme de bonnes conditions d'hygiène au quotidien, comme l'illustre ce compte-rendu de la Centrale Sanitaire Internationale en visite dans les centres d'hébergement de l'Yonne :

Camp de Gisy le Noble (Yonne) : Ce camp est installé dans la gare désaffectée de la ville. L'état général est très mauvais. Il y a 24 réfugiés, et parmi eux 9 enfants. 50% ont besoin de soins. Il n'y a ni pharmacie, ni médecin, ni infirmerie à la disposition du camp. La moitié des réfugiés est atteinte par la gale. Une femme espagnole réfugiée a accouché toute seule dans le camp, sans l'aide d'un médecin. Il manque des lits, et l'alimentation est insuffisante : trois livres de viande pour vingt-quatre personnes, par jour. L'eau est prise de la rivière, sans aucun contrôle. Le secrétariat s'est mis en rapport avec un médecin à proximité de la ville pour obtenir sa collaboration en faveur des réfugiés¹¹.

L'inquiétude concernant les maladies vénériennes fait écho aux représentations de genre que se font les autorités et les habitants des locaux de cette population féminine, y compris de la part des personnes :

Il faut que l'on sache à Paris que la présence des "réfugiés espagnols" est un vrai fléau. [...] Ce qui est plus grave, et pour se procurer quelque argent, les femmes, dont beaucoup ont rapporté de la confusion de Barcelone et d'ailleurs des maladies vénériennes, attirent nos jeunes gars.... Et les vieux aussi d'ailleurs. Au dernier conseil de révision à Moulins, 70% des jeunes recrues étaient contaminées par les réfugiées espagnoles, et cela continue. Enfin la gale sévit dans certains groupes, sans parler de la tuberculose. Voici pour la santé publique¹².

Les femmes sont donc gardées sous tutelle étatique et n'ont pas de liberté de mouvement en dehors du territoire de la commune, mais elles ne font pas l'objet d'une surveillance intrusive et quotidienne au sein des centres par les services du ministère de l'Intérieur. Pour autant, doit-on considérer que les femmes hébergées dans ces centres sont, comme semblent le penser les autorités de l'époque, dénuées de toute capacité de contestation vis à vis du quotidien qui leur est imposé ?

Repenser les modes de contestation féminine

Comment réagissent les femmes, notamment les militantes anarchistes au sein des centres d'hébergement ? Il est difficile pour les historien-ne-s d'obtenir des informations sur le vécu des femmes dans ces espaces, du fait du déficit d'attention des autorités à leur égard, et plus encore sur leur capacité à contester, à s'opposer aux contraintes qui leur sont imposées. Pourtant, la puissance d'agir des femmes se révèle très variée, laissant

11. Archives départementales de Lozère, M 10561 : « Centrale sanitaire Internationale. Service des réfugiés. 1ère semaine de travail du dispensaire mobile n°3. Tournée du 28 mars au 2 avril 1939. »

12. Archives Nationales, 19940500 art. 139 / 2474 : Lettre de Lucien Lamoureux, député de l'Allier, au président de la Chambre des députés, le 11 décembre 1939 dans laquelle il joint la lettre d'une jeune femme française, membre de la Croix-Rouge, narrant sa perception des réfugiés espagnols.

entendre différents niveaux de mobilisations, et une capacité de subversion sans cesse renouvelée face aux dispositifs d'assujettissement déployés à leur rencontre. Mais pour analyser avec précision leurs modalités d'actions, il est nécessaire de repenser les cadres d'analyse de la contestation féminine. Le politologue James C. Scott parle à ce propos « d'infra-politique des dominés », révélant un spectre d'actions et d'activités très large qui s'étend entre l'inertie et la révolte comme autant de possibles modalités de résistance à un état d'oppression¹³.

Les premiers actes de contestation qui sont signalés dans les témoignages à posteriori des réfugiées ou bien dans les observations des contemporains concernent le ravitaillement et la prise en charge de l'alimentation. Les Espagnoles revendiquent ce faisant leur rôle genré de pourvoyeuses du foyer, qui est loin d'être dénué de considérations politiques. En effet, en cas de crises ou de conflits, la préservation de la vie est un acte primordial, et les femmes se sont régulièrement positionnées lors des décennies précédentes pour défendre l'accès aux besoins vitaux¹⁴. Ces revendications de l'ordre de la sphère privée s'inscrivent alors dans un registre politique et sont pensées comme telles par les militantes anarchistes pour qui l'émancipation sur le plan domestique est une des premières revendications¹⁵. Dans le cadre des centres d'hébergement, la tutelle n'est plus masculine et familiale, mais étatique, et elle suppose plus encore d'être remise en cause. La prise en charge du quotidien devient une action politique, et les femmes ayant une expérience militante antérieure le savent pertinemment et mobilisent leurs consœurs réfugiées pour obtenir de meilleures conditions d'hébergement et d'alimentation au sein des centres. Dans cet espace réduit, l'organisation interne est importante pour éviter les conflits qui naissent inévitablement de la promiscuité et des mauvaises conditions d'accueil. D'où les divers aménagements concernant le quotidien. Ainsi, parce que non habituées à la cuisine française, les réfugiées dans de nombreux centres demandent aux responsables de pouvoir préparer elles-mêmes les repas. Des bons ou de l'argent leur sont donc distribués afin qu'elles récupèrent les aliments et les cuisinent à leur façon.

Par ailleurs, afin de faire face au désœuvrement qui est le leur, tout en poursuivant leurs objectifs d'émancipation intellectuelle, certaines réfugiées sollicitent les autorités afin de permettre aux réfugiés et notamment aux enfants des centres de suivre des cours. Initiative qui semble bien appréciée des encadrants puisque cela permet de combattre l'oisiveté tout en favorisant une possible intégration économique des réfugiés :

[...] Il serait fort utile que vous puissiez organiser, pour les réfugiés enfants et adultes, des cours de français : que ces réfugiés doivent rentrer prochainement dans leur pays ou qu'ils doivent, pour partie, demeurer chez nous, vous ne devez pas laisser passer l'occasion de leur apprendre les rudiments de notre langue ; il paraît superflu que j'insiste sur l'intérêt d'une telle initiative¹⁶.

Dès lors, soit les enfants sont envoyés dans les écoles communales, soit ce sont les réfugiés ou des intervenants extérieurs hispanophones qui leur font classe au sein des centres d'hébergement :

Depuis l'arrivée au centre de Vannes, d'un universitaire espagnol venu de Kerostin, celui-ci, aidé de membres de sa famille, a organisé dans le centre des

13. James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*, Paris, Editions Amsterdam, 2009.

14. Temma Kaplan, « *Conciencia femenina y acción colectiva : el caso de Barcelona, 1910-1918* », *Historia y Género : Las mujeres en la Europa Moderna y Contemporánea*, James S. Amelang et Mary Nash (Coords.), Valencia, Institució Alfons el Magnànim, 1990, p. 267-296.

15. Martha Ackelsberg, « *La vie sera mille fois plus belle* »..., op. cit., p. 2.

16. Archives départementales de la Haute-Garonne, 2054W194-1 : Instruction du ministre de l'Intérieur à messieurs les préfets, à Paris, le 5 mai 1939.

séances de classe pour les petits réfugiés. Ces séances sont très suivies et les adultes ont même demandé à leur compatriote de leur faire également des cours le soir. Il y a chez les Espagnols un désir manifeste de s'instruire dans la mesure du possible, mais les classes ne peuvent vraiment être profitables en raison du manque de fournitures¹⁷.

Ces activités éducatives ou bien de prise en charge du quotidien apparaissent comme des moyens pour les femmes hébergées de dépasser leur statut d'assistées. La lutte contre l'illettrisme, revendication primordiale des militantes anarchistes, se poursuit, même en exil, même dans un cadre où leur liberté d'agir est restreinte.

Le conflit espagnol étant profondément politique, rares sont les femmes réfugiées – qu'elles soient militantes ou non – qui restent neutres face à la situation d'exil dans laquelle elles sont plongées. La chute de la Catalogne ayant conduit des centaines de milliers d'antifranquistes à trouver refuge en France, multiples sont les appartenances politiques des réfugiés et, de fait, nombreuses sont les dissensions qui restent vives une fois la frontière passée. Les femmes ne sont pas en reste, qu'elles appartiennent formellement à une organisation politique ou un syndicat, ou qu'elles se fassent l'écho d'un positionnement familial revendiqué. Peu d'enquêtes de police sont menées dans les centres permettant de cibler précisément les forces militantes en présence, mais les témoignages abondent prouvant la vivacité des échanges et l'intransigeance des positionnements féminins vis-à-vis des événements politiques passés et en cours. Par exemple, dans ce village de Mayenne où des habitants convient des réfugiées chez eux lors d'une soirée : « C'était le début de la radio. Nous avons acheté d'occasion un "Sonora", un vrai meuble. Nous avons promis de réunir nos trois amies pour écouter, un soir, la radio espagnole. Ce fut une vraie fête au départ. Malheureusement, Franco pris la parole... Victoria s'est levée, le poing levé et criait : "Resistir ! Resistir ! Resistir !" . Elle voulait casser le poste... Force fut à mon mari d'arrêter l'émission. Quelle soirée ! »¹⁸. Ce faisant, les femmes transgressent l'exigence de neutralité que suppose leur appartenance au genre féminin.

Le positionnement politique assumé de certaines femmes, et notamment d'anarchistes revendiquées n'est pas sans leur attirer des ennuis. Certaines d'entre elles se mobilisent pour inciter les femmes hébergées à leurs côtés à se faire entendre des autorités locales pour obtenir de meilleures conditions de vie dans les centres. Ce qui a pour conséquence de renforcer la surveillance de ces « éléments perturbateurs » au sein des centres et de consolider les clichés qui circulent à leur encontre. Par définition, une femme politisée est nécessairement déviante et de mauvaises mœurs.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'au cours des surveillances exercées dans les centres de réfugiés de Quiberon, il m'a été signalé que dans le camp de la SNCF se trouvaient cinq femmes ayant appartenu à la Fédération Ibérique Anarchique [sic] de Barcelone. [...] Ces femmes ont été immédiatement remarquées par le gestionnaire du camp, en raison de leurs sorties fréquentes à Quiberon et de leur moralité douteuse. Ces cinq réfugiées ont tenté de faire de la propagande dans le centre, mais ayant été dépistées, elles n'ont pu obtenir de résultats. [...] Hier, 27 courant, j'ai procédé à des recherches dans ce centre à l'effet de rendre compte si ces réfugiées avaient des armes, ou d'autres

17. Archives départementales du Morbihan, 4M578 : « Vannes, le 12 juin 1939. Le maire de Vannes à monsieur le préfet du Morbihan. »

18. Philippe Vicente, « 4000 réfugiés espagnols en Mayenne, 1937-1945. « Los Olvidados », L'Oribus, n°41, avril 1996. Bulletin du groupe de recherche sur le mouvement social en Mayenne. Témoignage écrit de Georgette Le Gloan.

objets (bijoux, tableaux, etc....) pouvant provenir de vols ou pillages. Elles ont manifesté leur mécontentement¹⁹.

Pour certaines de ces femmes, et notamment pour les anarchistes ayant milité à Mujeres Libres, il est important de générer des stratégies de contestations collectives pour s'assurer d'un bien-être social minimum. Ce faisant, elles poursuivent leurs expériences passées sur le sol espagnol qui avaient pour objectif de permettre aux femmes de prendre conscience de leurs capacités à faire évoluer leur situation sur le plan social, économique et domestique²⁰. Ce qui n'est évidemment pas du goût des autorités encadrantes qui y voient une remise en cause de l'ordre sexué de la société.

La contestation, lorsqu'elle est portée par des femmes et, qui plus est, lorsqu'elle se révèle violente et se heurte aux normes sociétales, elle apparaît « hors cadre »²¹. Il est dénié aux femmes une certaine capacité de résistance, un certain usage de la violence. Et pourtant elle existe, et les réfugiées espagnoles, pour certaines, en font usage lorsque le besoin s'en fait sentir, lorsqu'elles se sentent menacées, comme dans ce cas d'un rapatriement forcé en Espagne :

Et heureusement, on avait avec nous une femme, qu'on l'appelait Isabelle la grande je me rappelle. Aux bonhommes qui étaient des salauds qui s'occupaient de nous, elle leur a dit, elle a attrapé le col : "si jamais tu touches à cette petite, je te tue !" Ben le mec, il a eu peur²².

D'autres exemples donnent à voir l'implication militante des réfugiées en Espagne, qui ne semble pas uniquement pacifique :

J'ai l'honneur de vous rendre compte que les réfugiés espagnols hébergés à Pontivy ont été invités à remettre les armes ou munitions dont ils seraient détenteurs. Madame Rico Gemenez Blasa, épouse de Florès Gil, âgée de 28 ans, a remis un chargeur de pistolet automatique et vingt-deux balles, calibre 7,35, qui ont été déposés au commissariat de police²³.

Les femmes réfugiées dans les centres d'hébergement, même quand les conditions d'accueil sont correctes, se révèlent être tout à fait conscientes de l'encadrement étatique qu'elles subissent. Elles expérimentent alors de multiples procédés de résistance à cet état de fait, que ce soit dans le domaine domestique, culturel et intellectuel ou politique. Et plus l'encadrement s'avère coercitif, plus les militantes développent leurs modalités d'actions.

Les camps d'internement : résister derrière les barbelés

Si la majorité des femmes espagnoles sont envoyées depuis la frontière en centres d'hébergement sur toute la France, quelques contingents sont cependant convoyés dans des camps d'internement. Certains, suite à la désorganisation patente des services de police à la frontière, d'autres pour des raisons de « sécurité intérieure », après un passage préalable en centre d'hébergement. Les camps d'Argelès, d'Agde ou de Rivesaltes voient

19. Archives départementales du Morbihan, 4M577.

20. Mary Nash, Rojas. Las mujeres republicanas en la guerra civil, Madrid, Taurus, 2006.

21. Coline Cardi et Geneviève Pruvost (dir.), Penser la violence des femmes, Paris, La Découverte, 2012.

22. Témoignage d'Antonia Martos García (entretien réalisé en 2010 par Maëlle Maugendre).

23. Archives départementales du Morbihan, 4M577.

notamment séjourner des Espagnoles, conduites dès le passage de la frontière lors d'un encombrement des espaces de transit vers les départements de l'intérieur, ou quelques semaines ou quelques mois après leur arrivée en France, avant d'être rapatriées en Espagne. Ces camps comptabilisent aussi des effectifs féminins lorsque les centres d'hébergement commencent à fermer leurs portes au printemps 1940, et que les femmes qui y étaient jusqu'alors hébergées n'ont pas trouvé de travail, ni retrouvé des membres de leur famille susceptibles de les prendre en charge ou ont refusé un rapatriement en Espagne.

Et il y a le camp du Rieucros à Mende en Lozère, qui est le pendant féminin du camp répressif du Vernet d'Ariège. Un camp pensé pour interner toutes les femmes étrangères puis françaises suspectes « au point de vue national ou dangereuses pour l'ordre public », plus encore en temps de guerre²⁴. S'il n'est pas aisé de retrouver les profils militants des réfugiées dispersées dans toute la France, le camp du Rieucros offre un concentré de ce que les autorités françaises définissent comme étant des « indésirables ». Qu'en est-il dès lors des postures politiques et des modalités d'actions militantes des Espagnoles dans ces espaces d'internement plus coercitifs que les centres d'hébergement ?

Le large prisme de la suspicion féminine

L'étude des motifs retenus par les autorités pour justifier de l'internement féminin au Rieucros laisse entendre la latitude interprétative qui préside à la fondation de la catégorie de la « femme suspecte ». Pour des pratiques pourtant fort différentes que sont la participation à des activités politiques ou bien des actes de prostitution, les femmes incriminées représentent cependant pour les autorités un seul et même danger : la déstabilisation de l'ordre public et sanitaire, et méritent à ce titre le même traitement : la privation de liberté. Les préfets sont habilités, sous couvert de l'accord préalable du Ministre de l'Intérieur, à transférer au Rieucros toutes les réfugiées espagnoles qui ne se conforment pas à l'exigence de neutralité et de docilité qui est attendue d'elles dans les centres d'hébergement. Le préfet de Lozère gère donc de nombreuses arrivées sur son département et il convient de lui-même que pour certaines réfugiées : « il en est dont l'internement ne paraît pas suffisamment justifié »²⁵. Ce camp répressif permet en effet à de nombreux responsables de centres d'hébergement de se débarrasser d'éléments perturbateurs, que les femmes incriminées soient des militantes politiques et syndicales ou non. Comme le dit le commissaire spécial, chef du camp : « mon centre est destiné à recevoir exclusivement les étrangères indésirables, soit pour motifs intéressant la Défense Nationale ou la vie politique de notre pays, soit l'ordre et la santé publique »²⁶. Il semblerait dès lors que ce flou sémantique intègre toutes celles qui par leurs comportements ou leurs réflexions se positionnent comme déviantes de la norme féminine aux yeux des autorités. Voici quelques exemples de motifs d'internement de femmes espagnoles que l'on peut supposer anarchistes si l'on se fie aux dires des autorités²⁷ :

24. Archives départementales de la Haute-Garonne, 1960W87. Instruction du 17 septembre 1939, Ministère de l'Intérieur.

25. Archives départementales de la Haute-Garonne, 1960W87 : « Paris, le 29 octobre 1939. Le ministre de l'Intérieur à messieurs les préfets. »

26. Centre de Documentation Juive Contemporaine, CCCLXXIII-5.

27. Reste à déterminer si ce sont les autorités qui définissent les réfugiées comme anarchistes, parce qu'elles s'opposent de manière véhémente à leurs conditions de vie en centre d'hébergement ou les Espagnoles qui se revendiquent comme telles. Car certains édiles locaux semblent avoir quelques difficultés à différencier les positionnements politiques des « rouges » espagnols.

Vous demande autorisation diriger sur camp Rieucros deux femmes anarchistes dont l'une avec enfant qui font propagande active camp de Ceilhes gênant ainsi les rapatriements. / Recevait chez elle des anarchistes espagnols se dissimulant à Paris. Extrémiste de gauche. / A épousé les idées anarchistes de son mari. [...] A tenu, ainsi que son mari, des propos injurieux envers la France. / Ex-militante de la CNT, organisme à tendance anarchosyndicaliste. Evadée du camp de concentration de Ruelle (Charente), en août 1939. Transfert au Rieucros, le 3 juin 1940²⁸.

Mais rares sont les documents retrouvés dans les archives publiques qui, comme ces derniers, donnent à voir le profil militant des femmes espagnoles réfugiées. L'envoi au camp du Rieucros justifie les détails donnés quant à leur implication politique passée ou présente.

Si le camp du Rieucros concentre dans son enceinte les femmes étrangères militantes dont des Espagnoles, certaines anarchistes sont envoyées dans d'autres camps, après avoir, par exemple, refusé un rapatriement forcé en Espagne. C'est notamment le cas de Rosa Laviña, militante pendant la guerre à SIA et à la CNT de Palafrugell, qui s'est retrouvée au camp d'Argelès à plusieurs reprises entre 1939 et 1940. Elle raconte comment elle a été internée pour la première fois dans ce camp :

On est venu nous sortir du garage, et alors avec des camions, ils ont fait la tournée dans tous les villages où ils nous avaient répartis. Alors c'est justement là qu'il y a eu des protestations. Si on n'avait pas protesté, certainement qu'on se serait retrouvés en Espagne sans nous avertir. On a passé deux jours de plus dans le train, et bé c'est là, dans ce train, il y avait des femmes qui avaient une carte de France et à mesure qu'il passait dans des grandes villes, ils regardaient et ils se sont rendus compte qu'on allait vers l'Espagne, et comme à ce moment-là, il y avait quelques journaux espagnols qu'on pouvait avoir et ils ont su que du côté du Pays Basque, un de ce convoi il s'était retrouvé en Espagne sans l'avoir demandé. Alors on a jeté tous les bagages, tous les paquets qu'on a pu. Quand on est arrivées à Perpignan, les gendarmes nous ont dit, quand on était à la gare [...] de remonter dans le train et que quand il se ferait jour, ils nous diraient exactement où c'est qu'on allait, et quand le jour est arrivé là les gendarmes ont passé dans tous les wagons et alors ils ont demandé celles qui voulaient revenir en Espagne, qu'ils restent dans le train et les autres, il faudrait qu'ils aillent dans un camp de concentration²⁹.

Ces opérations de rapatriement qui sont menées dès le courant de l'année 1939 par les autorités préfectorales pour inciter les femmes à retourner en Espagne offrent elles aussi quelques informations sur le profil politique des réfugiées. Certaines femmes sont en effet dans l'obligation de détailler les raisons pour lesquelles un retour en Espagne franquiste serait risqué pour leur vie. C'est, par exemple, le cas d'une réfugiée hébergée dans le Morbihan : « Ne veut pas retourner en Espagne. Avant le soulèvement étais [sic] déléguée à la CNT à Reus. Son mari, tué dans les rangs de l'armée gouvernementale, était volontaire dès le premier jour. Craint des représailles »³⁰. Or, ces femmes qui refusent de rentrer en Espagne, si elles n'ont pas de membre de leur famille pouvant les prendre en charge en France ou si elles n'obtiennent pas un travail leur permettant de quitter le

28. Archives départementales de la Lozère, 2W925, 2W2603, 2W2805 et 3U3 1469. Archives nationales, 19940497 art. 59 / 1359.

29. Témoignage de Rosa Laviña (entretien réalisé en 2009 par Maëlle Maugendre).

30. Archives départementales du Morbihan, 4M591 ; 4M592 ; 4M593 : centres de Baud, de Guémené, de Saint Thuriau et de Pontivy.

centre d'hébergement, doivent être internées dans un camp à la fermeture des centres courant 1940. Elles endossent alors le statut d'indigentes, et sont envoyées à Agde, à Argelès ou à Rivesaltes notamment.

Discuter, s'instruire, se révolter : les multiples postures de résistance des femmes anarchistes dans les camps

Comment ces anarchistes s'organisent-elles au sein de ces espaces d'internement ? Quelle est leur marge de manœuvre vis-à-vis des autorités ? Les dispositifs d'encadrement sont plus conséquents, ce qui n'empêche pas les femmes de trouver des modalités d'action pour s'opposer au cadre de vie qui leur est imposé. L'affirmation d'une appartenance politique est un facteur conséquent de connivence ou de défiance au sein des camps, et plus encore au Rieucros. Les dissensions ont tendance à s'amplifier dans l'espace réduit des baraques alors même que le climat européen est de plus en plus tendu.

[...] il régnait une atmosphère très très lourde. Alors il y avait la baraque des Espagnoles, si vous voulez donc à majorité anarchistes, militantes des partis de gauche etc., très violemment antistalinienne, et puis les étrangères intellectuelles notamment Allemandes, qui n'osaient pas à cette époque revendiquer leur qualité de communiste encore, parce qu'il y avait le pacte germano-soviétique, dont elles avaient tellement honte qu'elles ne pouvaient pas dire ouvertement "je suis communiste", sans cela les Espagnoles les auraient étripées !³¹.

Toutefois, les discussions et les débats, très présents dans la vie des camps, y compris chez les femmes – contrairement à ce que pourraient croire les autorités – favorisent aussi l'émergence de groupes affinitaires, qui permettent de mieux supporter l'internement. De plus, les clivages politiques qui alimentent les tensions peuvent se taire à l'occasion afin de favoriser une résistance commune face à un internement tant contesté.

Parmi les répertoires d'actions collectives particulièrement prisés des anarchistes, la culture tient une bonne place, tant il apparaît primordial pour certaines femmes de continuer à faire œuvre d'émancipation intellectuelle, y compris dans un cadre coercitif. Cette revendication est partagée par plusieurs organisations révolutionnaires, ce qui facilite alors l'émergence de pratiques communes dépassant les clivages partisans. La présence de petits groupes de femmes, intellectuelles et antifascistes, ayant une forte conscience de la signification politique de l'internement dont elles font l'objet alimente dès lors l'esprit de résistance et de révolte dans les camps. C'est ainsi que des cours sont dispensés au Rieucros, permettant aux femmes d'élargir leurs connaissances comme leurs compétences³². Des pièces de théâtre sont montées au camp, qui permettent aux femmes d'être actrices, de recréer un environnement distinct de celui dans lequel elles sont enfermées, et de disposer temporairement d'une tribune pour faire passer des messages politiques plus ou moins affirmés. Par le biais artistique, les femmes disposent d'un médium qui leur offre la possibilité de se faire entendre de la direction du camp sans risquer de sanction disciplinaire. On retrouve ici la notion de texte caché développée par J. C. Scott :

31. Témoignage de Michel Del Castillo, dans le film de Rolande Trempe et Claude Aubach, *Camps de femmes*, Université Toulouse 2 Le Mirail / SCPAM, 1994, 63 min. (49'15).

32. Metchild Gilzmer, *Camps de femmes, chroniques d'internées. Rieucros et Brens, 1939-1944*, Paris, éditions Autrement, 2000 / Philippe Joutard, Jacques Pujol et Patrick Cabanel (dir.), *Cévennes, terre de refuge : 1940-1944*, Montpellier, Les Presses du Languedoc, 2006.

Loin de jouer le rôle d'une soupape qui relâcherait la pression en lieu et place d'une vraie résistance, les pratiques discursives jouées en coulisse alimentent la résistance [...]. En bref, il serait plus juste de présenter le texte caché comme un adjuvant de la résistance pratique, plutôt que comme un substitut à celle-ci³³.

Au sein du camp d'Argelès, une militante des Mujeres Libres, Adela Carreras Taurà se fait connaître pour son engagement culturel auprès des internés³⁴. Surnommée par la suite « Adelita del campo », elle rédige divers articles pour les bulletins imprimés et distribués dans le camp :

Adela reporter dans nos ateliers. Une journée ordinaire. Comme tous les jours, je dirige mes pas - oh le sable d'Argelès ! - vers la baraque où la F.U.E a ses ateliers. J'arrive, j'entre. C'est plein de monde. Le long plan de travail est plein à craquer. Des crayons de couleur, du papier blanc, des journaux, du papier carbone, des mégots éteints, des dossiers, une boîte de fromage en portions vide, un briquet qui soutient un mégot agonisant, une pipe...³⁵.

Comédienne professionnelle, elle se produit aussi sur scène face aux internés, prolongeant par là même ses actions culturelles sur le front en Espagne pendant la guerre :

« Le travail le plus remarquable de cette semaine a été un cycle de 4 conférences sur "le problème sexuel" magistralement développé par notre compagnon Gardo dans la baraque de la culture du camp n°5 bis. [...] Et un nouveau spectacle : l'interprétation par un groupe d'étudiants d'un dialogue en prose Nuit sur l'Espagne du compagnon polonais A. Ostreshyev et la mise en scène du Romance de l'absence de notre ami Miguel Monzo. Tous deux ont été bien accueillis par le public qui dépassait 1000 personnes. Le Romance d'absence a permis de remarquer le travail juste et magnifique de la sympathique Adelita Carreras tandis qu'Efren Hemida a été le rapsode magistral des vers du poète étudiant »³⁶.

Si la résistance culturelle est de mise, il s'agit aussi d'organiser la résistance à l'extérieur des camps, pour mieux préparer un retour victorieux en Espagne. C'est ainsi que des contacts sont noués par différents biais (épistolaires, lors d'évasions ponctuelles, grâce à la circulation de journaux...) afin de reconstituer des groupes militants, et la présence de barbelés ne semble pas être un obstacle incontournable. Des documents rédigés par les fonctionnaires du commissariat des renseignements généraux en 1942 font notamment état des relations nouées par différentes militantes dans le camp d'Argelès et de Rivesaltes. Une liste de 47 militants anarchistes hommes et femmes est ainsi dressée et 24 d'entre eux et elles se trouvent alors au camp d'Argelès³⁷. La présence anarchiste dans ce camp est d'ailleurs signalée dès 1939 :

33. James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance...*, op. cit., p. 6.

34. Adela Carreras Taurà, surnommée « Adelita del campo » (1916-1999) : militante anarchiste, elle s'engage dans les Juventudes Libertarias de Alcañiz (Teruel) et au sein des Mujeres Libres. Pendant la guerre, elle fait partie de la troupe du « teatro del frente » monté par l'UGT. Réfugiée en France en 1939, elle est internée successivement dans 3 camps (Argelès, Saint Cyprien, Bram), d'où son surnom. Elle rencontrera à Argelès son futur compagnon, le militant communiste Julián Antonio Ramírez Hernando. Sur le sol français, au sein des camps pendant la guerre et après la libération, elle ne cesse ses activités culturelles et militantes. Elle rejoint ensuite le Parti Communiste Espagnol en exil.

35. Jean-Claude Villegas (coord.), *Plages d'exil. Les camps de réfugiés espagnols en France. 1939, Nanterre*, BDIC, 1989, p. 42.

36. Ibid., p. 46 : extrait du bulletin d'Argelès, non signé, non daté.

37. Archives départementales des Pyrénées-Orientales, 31W171.

Pau le 8 juin 1939. Le préfet des Basses Pyrénées à monsieur le préfet des Pyrénées-Orientales à Perpignan. J'ai l'honneur de vous faire connaître que la nommée Juana Castillo Gamoz, réfugiée espagnole précédemment hébergée au polo de Beyris, à Bayonne, qui s'était fait remarquer par la propagande extrémiste à laquelle elle se livrait et qui avait été pour cette raison dirigée sur un autre centre a reçu dernièrement une lettre écrite par une de ses compatriotes, également réfugiée espagnole, hôtel Salvador à Rieupeyrouse (Aveyron) et nommée Carmen Salvador. Cette lettre indique qu'une cellule anarchiste s'est constituée au camp de concentration d'Argelès sur Mer (PO) n°8 bis, brigade n°1³⁸.

Si les camps peuvent faciliter la création de réseaux politiques éparpillés par l'exode en France, ce sont majoritairement à l'extérieur de ces derniers que des actions d'opposition au régime en Espagne se préparent, une fois les militants sortis des camps. Toutefois, des actions dont les racines sont clairement politiques se mettent aussi en place dans les camps, menées pour certaines par des femmes afin de s'opposer à des situations qu'elles jugent inacceptables. Outre les actions culturelles menées quotidiennement par les internées à Rieucros et à Argelès, d'autres actions plus spontanées prennent la forme de révoltes. Ces explosions de mécontentement trouvent leurs fondements dans une posture politique claire de la part des femmes qui s'opposent en tant qu'antifascistes, avec les moyens du bord, à certaines décisions des encadrants. Il en est ainsi lors du transfert de brigadistes d'Argelès vers l'Algérie en mars 1941. Refusant cette décision, les hommes concernés font savoir aux autorités du camp qu'ils résisteront à l'embarquement. Et alors que les Espagnols internés semblent assister sans protestation aux scènes violentes qui se déroulent dans le camp des Brigadistes lors de l'embarquement de ceux-ci, les femmes, elles, se révoltent et participent activement, physiquement et oralement, à la contestation, par solidarité avec ces combattants impliqués sur le terrain en Espagne³⁹. Ces révoltes sporadiques se déroulant dans les camps sont le fruit d'expériences politiques acquises dans le passé, de sensibilités militantes qui continuent de s'exprimer dans ces espaces coercitifs de manière exacerbée.

Comment militer lorsque l'on est exilées ? Comment lutter lorsque l'on subit physiquement un encadrement étatique qui supprime toute liberté d'aller et venir et limite les possibilités de communiquer ? Les femmes anarchistes espagnoles qui se réfugient en France en 1939 sont contraintes, comme des milliers de compatriotes des deux sexes et de diverses tendances politiques, de subir pendant plusieurs mois, voire plusieurs années, une prise en charge coercitive. L'urgence est alors de survivre au sein du dispositif internemental français et de reconstituer – ne serait-ce que de manière épistolaire – la cellule familiale dispersée aux quatre coins de la France. Sans perdre de vue les idéaux pour lesquels elles se sont battues en Espagne, et en conservant intacte leur volonté farouche de renverser la dictature qui s'installe de l'autre côté des Pyrénées.

Dès lors, il serait erroné de considérer que ces situations de privation de liberté, au sein des centres d'hébergement comme des camps d'internement, les éloignent de tout militantisme politique. Ces lieux collectifs où la promiscuité est imposée et les conditions de vie sont dégradées et dégradantes sont le théâtre dans lequel se jouent des rapports de force genrés. Et au sein de ces structures coercitives, les femmes expérimentent des répertoires d'actions qui vont de la prise en charge du quotidien à l'organisation de révoltes violentes. Et au premier rang d'entre elles, on trouve notamment des anarchistes

38. Archives départementales des Pyrénées-Orientales, 31W274.

39. Archives départementales des Pyrénées-Orientales, 31W228 : « Ministère de l'Intérieur. Camp d'Argelès-sur-Mer. Direction. Rapport sur les opérations du 22 et 23 mars.

qui poursuivent leur lutte en faveur de l'émancipation féminine, qu'importe leur cadre de vie. Ces différentes mobilisations individuelles et/ou collectives sont certes distinctes du répertoire militant habituellement mobilisé en liberté, mais elles sont la preuve de leur puissance d'agir. Les femmes, même en situation d'enfermement, d'internement, se positionnent comme sujets politiques sur la scène historique et comme protagonistes au sein du mouvement libertaire en exil.

Bibliothèque anarchiste

Maëlle Maugendre

Lutter et résister dans les centres d'hébergement et les camps d'internement français :
l'exemple des femmes espagnoles anarchistes (1939-1942)
automne 2017

extrait le 29 aout 2026 de *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, tiré du
dossier *Anarchistes espagnols en France : de la Guerre Civile à la fin du franquisme*

bibliotheque-anarchiste.com